

Un point de vue sur le conflit en Afghanistan Congrès du MOC, 20 octobre 2001

Les images sont inscrites dans tous les yeux.
Les commentaires font la Une de tous les médias.
Les points de vue et prises de position traversent toutes les conversations.

Des attentats du 11 septembre à la désignation de l'ennemi public n° 1, de la construction d'une grande alliance anti-terroriste aux bombardements de l'Afghanistan et à la grande psychose de l'anthrax, une question de sens, cruciale, se pose à tous : comment pourrions-nous vivre ensemble ? Pas seulement des individus différents et souvent concurrents, mais de grands ensembles humains, coalisés autour d'intérêts semblables, de cultures proches ou d'une même religion, et opposés entre eux.

Dans l'affrontement actuel, deux issues me semblent des fuites dangereuses. L'une est moins à la pointe de l'actualité, même si elle façonne l'air du temps. C'est celle du laisser-faire libéral, cette forme de tolérance qui, dans les modèles, non interculturels, mais multiculturels, juxtapose les groupes et les cultures en réduisant leurs contacts et en affaiblissant leurs solidarités. Nous nous sommes suffisamment expliqués ensemble en nous positionnant face au néo-libéralisme pour bien mesurer que cette piste n'offre pas d'avenir. Ce credo de l'indifférentisme, qui trouve encore ses applications dans la confection du budget 2002, ne répond pas à ce que nous cherchons.

Mais le débat d'actualité est plutôt celui de l'intransigeance. Nous nous trouvons, sans l'avoir décidé ni voulu, enfermés dans le camp occidental, dans un jeu où les identités sont durcies, contrastées, antagonistes et meurtrières.

Si on peut désigner ces deux mondes comme l'Occident et l'Islam, nous avons à nous rappeler qu'ils se sont souvent rencontrés, croisés au cours de l'histoire, et pas toujours pour leur malheur. En nous limitant à notre point de vue, nous n'oublions pas que l'Europe n'a pas seulement des racines chrétiennes, mais qu'elle doit, parmi d'autres apports prestigieux, une partie de ses racines philosophiques grecques à l'apport arabe. Les relations n'ont pas toujours été destructrices. Par exemple l'Andalousie d'un côté, la Sicile de l'autre, témoignent de grandes et longues périodes de coexistence pacifique et de collaboration entre chrétiens, juifs et musulmans.

Les voix ne manquent pas, dans la diversité des courants musulmans, juifs et chrétiens, pour rappeler que les convictions de ces trois grandes religions s'enracinent dans la mémoire du même ancêtre, Abraham, et que les interprétations portant sur Dieu, sur les hommes et sur la vie sociale, ont toujours cherché les règles d'une vie en commun basée sur la justice, le respect du plus fragile et de l'autre.

Si nous interrogeons les traditions chrétiennes, pourrions-nous légitimer la volonté de détruire l'autre ? Dans le "aimez-vous les uns les autres", Jésus a repris à sa façon la règle d'or qui traverse les grandes cultures et religions. Quand ses choix ont provoqué l'opposition radicale des responsables de son peuple, il n'a pas augmenté la violence destructrice de sa société. Il a, comme disent les évangiles, "donné sa vie". Loin de toute

passivité, il a fait le choix de risquer sa vie par un engagement sans bornes, transformant la violence en douceur.

Cela n'empêche pas que l'histoire des traditions chrétiennes est lourdement marquée par des pages noires, où la référence religieuse a justifié le fait de massacrer l'infidèle, de faire disparaître l'hérétique et de gommer la différence de l'autre.

Si la tradition chrétienne peut garder sa pertinence pour l'humanité, c'est qu'elle est aussi une longue histoire d'efforts de gestion de la violence, de reconnaissance de l'autre, de l'Autre, et qu'elle est à ces moments-là une inépuisable source d'inspiration pour une réponse non-violente à nos différences et nos conflits.

Comment peut-on trouver dans ces identités religieuses une légitimité pour la destruction de l'autre ? Comment voir dans l'autre une incarnation du Mal ? Une explication est possible : des religions révélées, qui prétendent détenir la vérité, peuvent-elles évoluer autrement que vers l'intransigeance, la violence et le fanatisme ?

C'est vrai, la sacralisation des vérités révélées a longtemps légitimé un refus des différences et des innovations ou au moins constitué un frein, notamment face à la modernité. Mais l'influence de cette modernité même a permis et même obligé de relire autrement cette forte conviction de détenir la vérité. Les textes sacrés sont toujours, aux yeux des croyants, indissolublement œuvre de Dieu et œuvre des hommes. Mais les convictions les plus sacrées ne trouvent à s'exprimer que dans des formes historiquement situées, jamais absolues, toujours marquées par le large milieu social et culturel dans lequel elles s'élaborent.

Aussi, c'est le débat, interne et externe, entre les tenants d'une même conviction religieuse et entre les différentes traditions, religieuses et humanistes, qui permet à chacun d'avoir accès à sa propre vérité.

Ne pourrait-on dire qu'un test de l'intérêt pour l'humanité des traditions religieuses et humanistes, réside bien dans leur capacité de dépasser les violences destructrices et d'appuyer les efforts en ce sens ?

Ne croyons pas que les religions chrétiennes soient les seules à accepter le défi de la modernité. Si c'est moins fréquemment le cas dans l'Islam, le débat actuel sur l'éventuelle évolution du texte même du Coran dans l'histoire, constitue un exemple qui montre bien qu'aucune tradition ne peut, de façon crédible, se présenter comme propriétaire d'une vérité monolithique.

Dans le conflit actuel, l'évocation des références religieuses pourrait n'être qu'un écran de fumée masquant d'autres logiques moins avouables. Je propose de prendre au sérieux le rôle que peuvent jouer les racines musulmanes, chrétiennes, juives et humanistes. En les situant dans le débat démocratique, en y puisant le meilleur de ce qu'elles offrent, notamment le refus et la résistance aux violences meurtrières, nous ne pourrions y trouver la légitimité d'aucune vengeance, mais seulement l'exigence de justice. Et sur ce terrain, l'Occident n'est pas en position de donneur de leçon, il est le premier interpellé.

Jean-Claude Brau, aumônier du MOC